

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
19 rue de Ciron
Bâtiment A
81013 Albi Cedex

Albi, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALBI REMBLAIS RECYCLES

Lieu-dit Fargues
81120 Dénat

Références : -
Code AIOT : 0006811385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement ALBI REMBLAIS RECYCLES implanté Lieu-dit Fargues 81120 Dénat. L'inspection a été annoncée le 11/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Levée de la mise en demeure notifiée par arrêté préfectoral du 30 mai 2024 suite à l'inspection du 6 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALBI REMBLAIS RECYCLES
- Lieu-dit Fargues 81120 Dénat
- Code AIOT : 0006811385

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALBI REMBLAIS RECYCLES (A2R) exploite actuellement une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) et une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante dans un casier mono-déchets (casier dédié).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juillet 2020.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion de l'exploitation	AP de Mise en Demeure du 30/05/2024, article 1	Sans objet
2	Admission des déchets	AP de Mise en Demeure du 30/05/2024, article 1	Sans objet
3	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 14	Sans objet
4	Contrôle des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	Sans objet
5	Déchets non autorisés	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le retour à la conformité de l'exploitation permet de lever la mise en demeure notifiée suite à l'inspection du 6 mars dernier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/05/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets d'amiante
Prescription contrôlée : Article 1 - Arrêté préfectoral du 30 mai 2024 La société Albi Remblais Recyclés, exploitant une installation de stockage de déchets inertes et de matériaux de construction contenant de l'amiante, est mise en demeure sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de : - l'article 9.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 [...] 9.2.3.3 - Prescription contrôlée [...] Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers dédiés. [...] Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement.

L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.
Constats : Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante stockés avec leur conditionnement dans le casier dédié sont bien recouverts par des matériaux sur une épaisseur supérieure à 20 centimètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Admission des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/05/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Condition d'admission des déchets
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée Article 1 - Arrêté préfectoral du 30 mai 2024 La société Albi Remblais Recyclés, exploitant une installation de stockage de déchets inertes et de matériaux de construction contenant de l'amiante, est mise en demeure sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de : L'article 7 de l'arrêté du 12 décembre 2014 [...] : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Le contrôle des déchets inertes entrants est réalisé une première fois par caméra lors du pesage, puis de nouveau au déchargement avant régalaage sur l'ISDI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes et procédures
Prescription contrôlée : I. - L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. [...] II. - Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Constats : L'agent chargé de la surveillance de l'ISDI ,et plus particulièrement du type de déchets inertes apportés et régaliés dans l'ISDI, est le conducteur d'engin (boueur D6 LGP). La consigne "Accueil et réception déchets inertes" a été mise à jour suite à l'inspection du 6 mars 2024 : le contrôle par caméra à l'entrée a notamment été ajouté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Déchargement des déchets
Prescription contrôlée : Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.
Constats : Une zone de contrôle des déchets est mise en place et est déplaçable au gré des apports sur l'ISDI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets non autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets non admis
Prescription contrôlée : L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. [...]
Constats : Trois bennes sont disponibles à proximité de la zone de contrôle de déchargement et contrôle : bois, ferraille et DIB (déchet industriel banal).
Type de suites proposées : Sans suite